

Social Exclusion – Perspectives from France and Japan

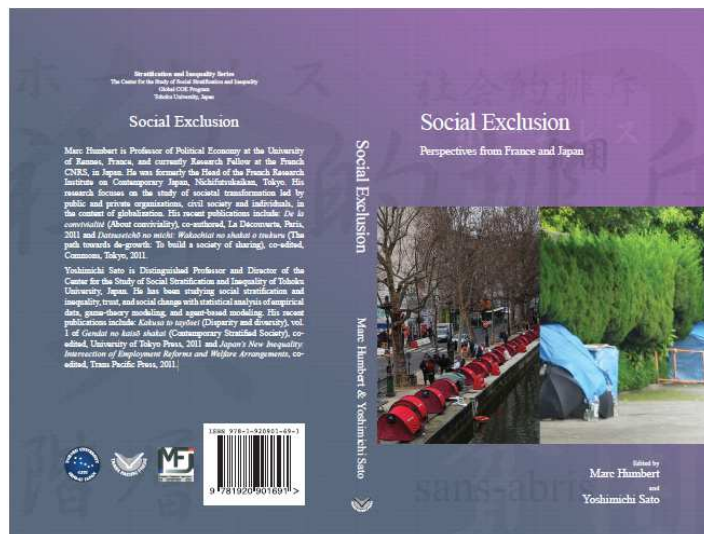
Edited by Marc Humbert and Yoshimichi Sato , 2011, Transpacific Press, Melbourne.

Présentation en français : *Exclusion sociale – perspectives de France et du Japon*

Cet ouvrage est le fruit de la coopération entre l'institut français de recherche (à l'étranger : un IFRE) sur le Japon contemporain (UMIFRE 19 CNRS MAEE) à la Maison franco japonaise de Tokyo, et un Global Center of Excellence de l'université de Tohoku, le CSSI, The Center for the Study of Social Stratification and Inequality. C'est un bon exemple des nouvelles formes d'action des IFRE qui organisent des recherches sur des sujets d'intérêt commun voire, comme ici, d'intérêt planétaire en faisant travailler ensemble des chercheurs français, sollicitant des collègues français en pointe sur le sujet et des chercheurs d'excellence sur la question du pays d'accueil.

Ainsi on trouve dans cet ouvrage co-dirigé par l'ex directeur de l'institut français de Tokyo, Marc Humbert, des chapitres écrits par des chercheurs de cet Institut, Isabelle Giraudou et David Antoine Malinas, et par des chercheurs français spécialistes, par ordre alphabétique, Pierre Concialdi de l'IREM (Institut de recherches économiques et sociales), François-Xavier Devetter du Cersé CNRS- télécom Lille, François Dubet, de l'EHESS et université de Bordeaux, Xavier Emmanuelli du Samusocial International et Serge Paugam, CNRS, EHESS Centre Maurice Halbwachs. Leurs recherches ont été confrontées avec celles de chercheurs japonais et outre un chapitre de Yoshimichi Sato directeur du CSSI de l'université de Tohoku, ont écrit chacun un chapitre Yûji Genda et Yuki Honda tous deux de l'université de Tokyo et Nanako Inaba de l'université de Ibaraki.

http://www.transpacificpress.com/cache/search1-ncache0public_enabledwebAND_0-0.html?cache=no



ISBN 978-1-920901-69-1

En quelques décennies, le rêve planétaire de construire une « société de classe moyenne » s'est évanoui presque partout, laissant la place à l'émergence d'un cauchemar mondial : « l'exclusion sociale ». La France et le Japon ont été parmi les sociétés les plus réussies, prises en exemple par le reste du monde montrant qu'il était assurément possible pour une nation d'inclure (presque) toute sa population dans la classe moyenne. Cependant, même ces deux pays ont souffert d'une désillusion croissante depuis les années quatre-vingt. Cet ouvrage analyse et de contraste les situations française et japonaise d'exclusion sociale. Bien que les situations françaises et japonaises soient à maints égards semblables, à d'autres égards, elles sont tout à fait différentes. Utilisant un large éventail de méthodologies, les auteurs présentent une variété de perspectives sur cette problématique exclusion sociale tout en suggérant différents chemins qui pourraient permettre d'y trouver une solution.

Présentation du contenu de l'ouvrage

En quelques décennies, le rêve planétaire de construire une « société de classe moyenne » s'est évanoui presque partout, laissant la place à l'émergence d'un cauchemar mondial : « l'exclusion sociale ». La France et le Japon ont été parmi les sociétés les plus réussies, prises en exemple par le reste du monde montrant qu'il était assurément possible pour une nation d'inclure (presque) toute sa population dans la classe moyenne. Cependant, même ces deux pays ont souffert d'une désillusion croissante depuis les années quatre-vingt. Le principal problème de ces pays est maintenant l'exclusion sociale et le but de ce livre est de présenter et de contraster en cette matière les situations française et japonaise et leurs analyses. Bien sûr les auteurs de l'ouvrage ne sont pas seulement des observateurs scientifiques ; ce sont aussi des citoyens qui partagent l'idée qu'il serait mieux d'éviter l'exclusion sociale et chercher un chemin qui pourrait mener vers une société qui y échappe.

Avec un accord général selon lequel l'exclusion sociale s'est accrue pendant des décennies et est devenue prégnante, il pourrait sembler au prime abord que c'est une tâche bien facile d'organiser un colloque et une publication collective comme nous le faisons ici. Cependant, pour étudier le phénomène de manière précise, pour en donner une mesure pertinente, faire la liste de ses principales caractéristiques, évaluer le rythme de son évolution et identifier les mesures qui pourraient freiner ce rythme, tout ceci requiert l'utilisation d'un vaste ensemble de méthodologies ; et l'usage d'un vaste ensemble de méthodologies engendre des appréciations assez diverses du phénomène en question.

Cette confrontation d'auteurs, d'analyses et de différentes situations a été très stimulante. Un bref compte-rendu de ce que ceci signifie pour nous doit commencer avec une discussion sur la signification de ces deux mots clés de l'ouvrage : « social » et « exclusion ».

La liaison entre les termes « social » et « économique » semble presque inévitable. En fait, l'usage courant du mot « social » recourt à l'hypothèse que la société n'est pas une entité homogène et que son hétérogénéité repose sur des différences économiques- différences de revenus- entre les individus (ou les groupes d'individus). Ces différences sont lues comme des inégalités. Quand ces inégalités donnent aux individus aux revenus les plus bas le sentiment qu'ils sont tombés dans une trappe de pauvreté, alors la société est confrontée à une situation d'exclusion. Cette approche suppose que cette exclusion est une question économique : c'est un problème de répartition des revenus, où l'exclusion est l'exclusion des pauvres vis-à-vis de l'accès équitable aux produits et services. Bien que l'économie ne soit pas le seul facteur contribuant à l'exclusion sociale, tous les chapitres de l'ouvrage s'y réfèrent, et le plus souvent ils analysent la situation d'individus (ou de groupes d'individus) qui pourraient tomber dans une situation d'exclusion. Un facteur clé pour éviter cette menace est la possibilité d'être employé et de recevoir un revenu suffisant.

Sur ce point, les situations françaises et japonaises sont à maints égards semblables et, à d'autres, sont tout à fait différentes. Tous nos auteurs, qu'ils soient français ou japonais, sont d'accord pour dire que le meilleur moyen pour une société d'éviter cet échec, qui relègue une partie de ses membres dans une situation d'exclusion, est celui où à la fois la France et le Japon ont excellé pendant de nombreuses années : assurer un système éducatif hautement performant, à tous les niveaux, pour préparer les jeunes à entreprendre une activité économique avec une implication profonde et à développer une aspiration à rejoindre la société de la classe moyenne. Cependant ce n'est plus le cas ni dans l'un ni dans l'autre pays. Comme Sato le montre dans le chapitre 2, quelques groupes sont mis sur le côté de la société ; les plus notables sont les jeunes peu éduqués, mais aussi les plus âgés, les immigrés et les femmes, aucun de ces groupes ne sont aussi complètement intégrés comme le sont les travailleurs permanents masculins âgés de 35 à 55 ans par l'organisation du travail. L'importance de la situation des jeunes pour changer la tendance à l'accroissement des niveaux d'exclusion sociale est montré par le nombre de chapitres qui s'intéressent aux problèmes rencontrés par cette catégorie (Genda, chapitre 4 ; Devetter, chapitre 5, Honda, chapitre 6).

Une des différences les plus significatives entre les Français et les Japonais est clairement visible dans les attitudes à l'égard des sans abris qui sont par définition pauvres et exclus socialement. En France

les mouvements sociaux qui s'occupent des sans abris les aident à trouver un logement tandis que leurs homologues au Japon cherchent principalement à leur offrir un emploi (voir Malinas, chapitre 8 ; Inaba, chapitre 9), mais une explication pleinement satisfaisante de cela est encore à rechercher.

Le rôle de l'Etat providence est, en France, ancré dans les esprits, comme s'y trouvent également le rôle de la loi pour offrir des « droits » justiciables (voir Giraudou, chapitre 11) et la nécessité de politiques pour faire sortir les pauvres de la pauvreté. En France le chômage est un problème majeur, mais il est considéré comme étant de la responsabilité de l'Etat de donner à tous ses citoyens, qu'ils soient employés ou non, ce dont ils ont besoin pour vivre avec dignité : cela comprend l'indemnisation du chômage, le salaire minimum, l'allocation logement, etc. En quelque sorte la bataille contre le chômage (Concialdi, chapitre 10) et le combat contre l'exclusion sociale (Emmanueli, chapitre 7) ont été séparés en France. Ou plutôt « étaient » séparés. Comme les chapitres de ce livre le montrent clairement, les choses ont changé de manière significative au cours des deux ou trois décennies passées avec l'extension du phénomène d'exclusion.

Au Japon, l'inclusion sociale a été pendant de nombreuses décennies assurée par l'emploi à long terme, par l'emploi permanent et par d'autres formes d'emploi qui assuraient que le taux général de chômage soit maintenu à un niveau extrêmement bas en comparaison de celui des autres pays (en particulier la France) ce qui, par conséquent, évitait le besoin de mesures politiques spécifiques dirigées vers le chômage. En d'autres mots, au Japon, l'inclusion sociale ne venait pas de l'Etat providence – au moins dans sa composante de l'accès à la consommation individuelle à travers le revenu et la monnaie- mais des employeurs publics et privés. Ici encore les choses ont changé.

Un changement fondamental qui est apparu à cet égard est survenu de l'évolution récente de l'exclusion sociale, conduisant à une évidente dualité dans ces sociétés. Le cas théorique de cette dualité est discuté par Dubet dans le chapitre 1 et statistiquement documenté par Sato dans le chapitre 2. Comme le montre clairement Paugam dans le chapitre 3, sortir de la situation actuelle ne peut être possible sans considérer que les caractéristiques fondamentales de la société ne sont pas économiques – faites de revenus et de dépenses- mais sociologiques- faites de relations et de symboles.

Dubet traite de la tension fondamentale entre la recherche pour l'égalité des places et l'égalité des opportunités. Sato, en examinant l'évolution de la stratification sociale, différencie deux phénomènes sociaux, la stabilité et la fluidité. Les auteurs de cet ouvrage évitent la conception marxienne de la classe sociale ainsi que la lourde rhétorique dont elle est chargée. En revanche, nous nous concentrons sur les « places » et les « strates ». Il est clair alors que l'égalité des places et la stabilité étaient la principale question dans toute société « réelle » de classe moyenne : des différences de revenu (beaucoup moins importantes qu'auparavant) existaient entre individus en fonction de leurs différentes places ; ces individus appartenaient à différentes strates mais le fait de l'existence de différentes places et différentes strates n'était pas la preuve d'une société inéquitable. Les différences de revenu étaient considérées comme justifiables par les différences de services fournis à la société par les individus correspondants. Le système éducatif assurait l'entrée dans le système de places et de strates à un certain niveau, et ensuite le marché du travail et l'Etat providence/ le système d'entreprise offraient ne certaine opportunité de fluidité dans le cadre d'une société de classe moyenne.

Au cours des deux ou trois décennies passées, l'érosion du système d'entreprise au Japon et de l'Etat providence en France ont conduit dans chaque pays à une nouvelle structure de places et de strates. Des différences dans les revenus et dans les opportunités se sont accrues au point qu'elles sont ressenties maintenant comme inéquitables et injustifiées. En s'appuyant surtout sur des contributions établies à partir du courant économique principal, la réponse la plus fréquente des politiques face à cette situation a été de s'engager en faveur de la promotion de l'égalité des opportunités ou de la fluidité : étendre la méritocratie après la sortie du système éducatif, remplacer, au Japon, le système d'entreprise (de l'emploi permanent à plein temps) par un marché du travail externe (par « chantier », précaire) et/ou par l'auto-emploi, et remplacer, en France, le système de l'Etat providence par une plus grande flexibilité du marché du travail. Le résultat a été une exclusion sociale plus grande encore dans les deux pays.

Les chapitres de cet ouvrage montrent que cette évolution met en danger nos sociétés, les atteignant au cœur. Les « remèdes » proposés par les responsables politiques face à la situation sont centrés sur ses dimensions économiques, tandis que les dimensions sociologiques sont en jeu. Plusieurs chapitres de cet ouvrage montrent cela précisément, à travers des analyses de cas, celui des jeunes et des sans-abris (spécialement les chapitres 4 à 9). Bien qu'il n'y ait pas de discussion spécifique sur la situation des femmes dans ce volume, nous tenons pour certain que son analyse aurait conduit à la même conclusion. Dans la plupart des cas « d'exclusion » une personne au chômage ne voit pas seulement l'emploi comme une source de revenu. De la même manière elle ne voit pas la consommation comme donnant principalement accès à des marchandises répondant à des besoins matériels. Le revenu et la consommation sont plutôt considérés comme des moyens pour être intégrés dans la société, pour être comme les autres. Paugam (chapitre 3) l'établit clairement, nous rappelant la distinction de Durkheim : les individus non seulement *comptent sur* la solidarité mécanique, mais par dessus tout, sont désireux de *compter pour* les autres et pour la solidarité organique de la société. Mais la dure réalité des dernières décennies est que la solidarité mécanique et, ce qui est pire, la solidarité organique sont toutes deux en péril.

Chaque chapitre de cet ouvrage est une discussion indépendante et complète de son sujet spécifique de telle sorte que le lecteur peut apprendre de chacun des thèmes sans nécessité de lire les autres. Toutefois les chapitres ont été présentés dans un ordre arrangé. Les trois premiers (Dubet, Sato, Paugam) traitent de la question générale de l'exclusion sociale tandis que chacun des autres chapitres est dédié à un thème spécifique et à un contraste particulier entre les situations française et japonaise, l'ensemble contribuant à une compréhension large de ce phénomène. Les jeunes sont au centre des chapitres 4 (Genda), 5 (Devetter) et 6 (Honda). Puis l'ouvrage passe à l'examen des sans-abris (chapitres 7, Emmanuelli, 8, Malinas et 9, Inaba). Ces trois chapitres sont centrés sur les mouvements sociaux bien que les chapitres 7 et 8 traitent aussi des questions de l'intervention publique, qui est également le thème du chapitre 10 où Concialdi analyse les politiques françaises en faveur de l'emploi. Le chapitre final (Giraudou) est lui aussi centré sur la France où – avec d'autres efforts internationaux- quelques droits exprimés dans des chartes ou des accords nationaux ou internationaux deviennent « justiciables ». Un droit est dit justiciable lorsqu'une personne qui ne peut accéder à un droit spécifique peut ester en justice pour obtenir cet accès de la part de l'Etat. Est-ce une utopie ? Il est difficile de dire que cette vision de la justiciabilité des droits est réaliste, et nous ne sommes pas convaincus que la loi seule pourrait jamais suffire pour éliminer l'exclusion sociale. Mais y a-t-il une bonne société sans un bon ensemble de règles, une bonne loi ? Ceci est peut-être un autre débat. La question est la suivante : peut-on construire une société sans exclusion ? Nous espérons que cet ouvrage aidera le lecteur à atteindre une conclusion à ce propos.

A propos des directeurs de l'ouvrage (traduction du 4^{ème} de couverture):

Marc Humbert est professeur d'économie politique à l'université de Rennes, et actuellement chercheur en délégation auprès du CNRS au Japon. Il était auparavant lde directeur de l'Institut français de recherché sur le Japon contemporain, à la Maison franco japonaise de Tokyo. Ses recherches sont centrées sur l'étude des transformations sociétales conduites par les organisations privées et publiques. Parmi ses récentes publications se trouvent : *De la convivialité*, co-auteur, La Découverte, Paris, 2011 et *Datsuseichō no michi: Wakachiai no shakai o tsukuru* (Les chemins vers la décroissance: construire une société de partage- en japonais), co-dirigé, Commons, Tokyo, 2011.

Yoshimichi Sato est « *distinguished professor* » et directeur du Center for the Study of Social Stratification and Inequality de l'université du Tohoku au Japon. Il a étudiée le changement social, la confiance, les inégalités et la stratification sociaux avec des analyses statistiques de données empiriques, avec la modélisation de la théorie des jeux et la modélisation base sur des agents. Parmi ses récentes publications se trouvent *Kakusa to tayōsei* (Disparité et diversité), vol. 1 de *Gendai no kaisō shakai* (La société contemporaine stratifiée), co-dirigée, Presses de l'université de Tokyo Press, Tokyo, 2011 et *Japan's New Inequality: Intersection of Employment Reforms and Welfare Arrangements*, (la nouvelle inégalité du Japon: intersection des réformes de l'emploi et arrangements pour le bien être) co-dirigé, Trans Pacific Press, Melbourne, 2011.